SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 DÉCEMBRE 1843.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Budget de la Dette Publique et des Dotations pour l'exercice 1844.

MESSIEURS,

Nous venons vous soumettre nos observations sur le Budget de la Dette Publique et des Dotations que vous avez renvoyé à notre examen.

Nous avons peu de chose à vous dire sur cette matière. Notre travail aurait pu se borner à vous relire les passages suivants du rapport sur le même Budget, qui vous a été fait l'année dernière précisément à la même date :

« Depuis quelque temps, l'idée qui a pris naissance dans le Sénat, de recevoir à la Caisse de dépôts et consignations, les fonds déposés aux caisses d'épargnes créées ou à créer par les bureaux de bienfaisance ou les autorités locales, fait des progrès : les avantages de cette combinaison paraissent palpables à votre Commission. Si cette idée était mise à exécution, le rôle de la Caisse des dépôts et consignations deviendrait important; celui de la Caisse d'amortissement devant s'accroître de jour en jour, nous partageons l'opinion qui a été émise dans le Sénat et à la Chambre des Représentants, qu'un conseil d'administration et de surveillance, pour les deux caisses, deviendrait indispensable; nous pensons aussi qu'une Société financière nationale, liée intimement au Gouvernement, comme la Banque de France et celle d'Angleterre, serait avantageuse et faciliterait les opérations financières de l'État.

» Nous devons encore rappeler au Gouvernement ce qui a été dit par votre Commission, l'année dernière et les années précédentes, qu'il est urgent de porter remède à la progression croissante que suit le chiffre des pensions; qu'il est urgent aussi de présenter une loi sur la comptabilité. Ces vœux si souvent émis par le Sénat, sont-ils destinés à rester stériles? »

Nous aurions pu encore nous référer, quant aux observations générales, à celles si judicieuses qui vous ont été soumises par la Commission qui a examiné le Budget des Voies et Moyens; notre tâche est donc bien simplifiée par ces précédens. Nous nous bornerons à vous soumettre quelques courtes observations, espérant qu'enfin elles seront prises en considération par le Gouvernement; s'il en était autrement, le Sénat, qui jusqu'ici a dû se borner à former des vœux stériles, le Sénat, qui ne reçoit les Budgets que lorsqu'il est trop tard pour qu'il y apporte la moindre modification, n'aurait plus qu'un

moyen pour voir redresser ses justes griefs, ce serait d'user de sa prérogative constitutionnelle, en refusant les crédits demandés.

Le Budget de la Dette Publique et des Dotations pour 1844 présente peu de différence avec celui voté pour l'exercice courant : la liquidation de nos intérêts, avec le royaume des Pays-Bas et avec la Société Générale, n'a point encore fait sentir son influence sur ce Budget. Dans le courant de 1844 sans doute, toutes les questions qu'ont soulevé ces liquidations seront résolues. Votre Commission, d'accord avec la Section Centrale de la Chambre des Représentants, et avec beaucoup de membres de cette assemblée, émet le vœu que toutes les résolutions, qui seront prises par le Gouvernement à l'égard de ces liquidations, soient soumises aux assemblées législatives, et reçoivent la sanction de la loi. Nous entrons dans une nouvelle ère financière; abordons franchement les questions restées en suspens jusqu'à ce jour; liquidons notre arriéré, et adoptons une marche qui nous permette de ne plus recourir à l'emprunt auquel on ne doit demander des ressources, que dans les circonstances extraordinaires.

Notre caisse d'amortissement et notre caisse des dépôts et consignations doivent jouer un si grand rôle dans l'administration de nos finances, que votre Commission se joint au vœu émis si souvent dans cette enceinte, de voir établir près de ces caisses, un comité de surveillance analogue à celui qui est établi en France dans le même but.

Une grave question s'est élevée, l'année dernière, à l'égard des fonds destinés à l'amortissement de l'emprunt de 86 millions; cette question est encore une de celles qui n'a point reçu de solution, et pourtant il est nécessaire de la vider d'une manière ou d'une autre.

Nous devons encore vous signaler, comme nous l'avons fait il y a un an, la marche progressive du chiffre des pensions militaires; on a tenu peu de compte des justes observations, qui ont été faites dans cette enceinte; cette année, nous devons encore appeler votre attention sur une majoration de 193,000 fr., soit plus d'un dixième du chiffre total des pensions.

Quant au reste, Messieurs, toutes les sommes portées au Budget de la Dette publique et des Dotations, y figurent en vertu de lois, ou de conventions internationales; nous vous proposons, à l'unanimité, de les admettre.

Le Budget de la Dette publique, y compris les pensions, qui l'année dernière se montait à la somme de 34,125,698 fr. 16 c.
se monte cette année à celle de 34,216,442 fr. 21 c.

Majoration, 90,744 francs 05 centimes.

Le Budget des Dotations, qui l'année dernière s'élevait à la somme de 3,503,458 fr. 95 c.
s'élève cette année à celle de 3,512,958 fr. 95 c.

Majoration, 9,500 francs.

Bruxelles, le 26 Décembre 1843.

Le Vicomte DESMANET DE BIESME.

Le Baron DE MACAR.

CLAES DE COCK.

Le Comte VILAIN XIII.

DUMON-DUMORTIER, Rapporteur.